

Expressions

Numéro 102 - novembre 2021 - 1 euro

Solidaires

Journal de l'Union syndicale Solidaires

TRAVAILLER
ET
~~SE~~ VIVRE?

Pour contacter :
le secrétariat national
contact@solidaires.org

l'équipe de communication
communication@solidaires.org

les informations générales
solidaires.org

La formation nationale (CEFI)
solidaires.org/Le-CEFI

Les utopiques, revue de réflexion de Solidaires
www.lesutopiques.org

La petite boîte à outils sur les conditions de travail
la-petite-boite-a-outils.org

La liste et les contacts des syndicats
solidaires.org/Les-structures-de-branche

La liste et les contacts des Solidaires locaux
solidaires.org/Les-Solidaires-locaux



Et voir sur le site :

Expressions Solidaires sur
solidaires.org/Expressions-solidaires

**Journal de lutte
à lire, à partager
et à coller !**

Journal trimestriel édité par l'Union Syndicale Solidaires
Rédaction : 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 PARIS
Directrice de publication : Murielle Guilbert
Coordination générale du numéro : Simon Duteil et Julie Ferrua
Coordination graphique : Anaïs Enjalbert
Secrétariat de rédaction : Juliette Vella
Graphisme : Atelier du bonjour
Imprimerie : Rotographie, Montreuil-sous-Bois (93) - imprim'vert

N°CPPAP : 1 023 S 05397
Dépôt légal : à parution

Déclaration du Congrès

La crise sanitaire a mis au grand jour les conséquences des politiques néolibérales de casse des services publics, en particulier de santé, que nous dénonçons depuis de nombreuses années.

Nous voyons très clairement que le gouvernement et les capitalistes ont décidé de profiter de la période pour accélérer la destruction et la vente de nos biens communs. Dans le même temps, les profits explosent, notamment ceux liés aux activités de l'industrie pharmaceutique. La loi du profit n'a jamais été aussi forte. Ce sont les femmes, les plus précaires, les sans-papiers, les privé·es d'emplois, les jeunes et les retraité·es qui en sont les premières victimes. Cette pandémie se produit dans un contexte international de rééquilibrage des puissances impérialistes, centré principalement sur l'affrontement Chine-États-Unis. Dans une volonté affirmée de maintenir l'ordre social par tous

les moyens, l'État autoritaire enchaîne les mesures liberticides inacceptables, y compris d'exceptions comme le pass-sanitaire, en renforçant les racismes et justifiant les violences policières. Nous continuerons à la combattre et à porter notre solidarité contre la répression qui s'intensifie contre les militant·es. À la crise sociale, aux attaques contre la démocratie et aux droits des travailleuses et travailleurs, s'ajoute une crise écologique majeure.

Le capitalisme détruit les écosystèmes et est à l'origine de la crise climatique actuelle qui s'accélère. Il met ainsi l'humanité au pied du mur. Un changement radical dans nos modes de production et de consommation est indispensable. Les capitalistes anticipent déjà un monde totalement déstabilisé où les nouvelles crises alimentaires et migratoires toucheront des centaines de millions d'humain·es menacé·es dans leur existence.

[suite page 4](#)



Suite de la déclaration

Nous allons à notre niveau proposer et accompagner la mise en œuvre de solutions qui soient écologiquement et socialement justes.

Organiser massivement les travailleuses et les travailleurs, dans une structure qui défend notre classe sociale, qui cherche à développer une démocratie concrète et à lutter contre toutes les dominations et oppressions est plus indispensable que jamais, qui plus est au moment où des nouvelles attaques contre nos droits sociaux arrivent, avec la « contre-réforme » de l'assurance chômage au 1^{er} octobre qui va toucher des centaines de milliers de chômeuses et chômeurs et la menace d'un nouveau retour de la casse de nos retraites.

Partageons le travail

La période que nous traversons, en particulier la crise sanitaire, sociale et écologique, met nos syndicats et nos structures collectives à rude épreuve. La pandémie a pu déstructurer nos collectifs de travail et nos collectifs militants. L'impossibilité de se voir physiquement, des situations nouvelles se succédant rapidement obligeant à des positionnements rapides, des réalités locales ou sectorielles très différentes ont complexifié nos prises de décisions. Notre Union repose sur des principes et pratiques démocratiques qui nous servent de garde-fou.

Notre congrès a permis de se doter de positions et de revendications pour agir. Nous avons décidé d'une campagne d'urgence pour l'automne 2021 axée sur l'augmentation des rémunérations. Nous allons construire une campagne

de fond sur le long terme, « partageons le travail » qui doit permettre de porter des alternatives aux aliénations et destructions actuelles. Elle est centrée sur le partage du travail et la baisse du temps hebdomadaire avec les 32h.

Urgence sociale et écologique

C'est en réaffirmant nos valeurs et renforçant nos revendications comme ce congrès nous l'a permis que nous serons plus fort-e-s encore. Nous continuerons



de soutenir les mouvements sociaux au sens large, de participer à des collectifs, qu'ils soient intersyndicaux ou permettant une alliance comme avec le collectif *Plus Jamais Ça*. Nous l'avons toujours dit, notre Union syndicale est un outil au service de la défense des travailleurs-ses, des luttes et de la transformation sociale. L'urgence de la situation sociale et écologique se combine avec un débat public dans lequel des positions et des propositions racistes et fascisantes s'affirment de plus en plus. Nous luttons contre ces expressions partout où elles se manifestent. La prise du pouvoir politique par l'extrême-droite

est une réelle menace. Cette situation inédite pour nos générations nous oblige à réfléchir à l'ensemble des réponses pour faire face, notamment aux liens plus étroits à développer avec les autres syndicats de lutte et de transformation sociale, sans présupposés. Se fédérer, discuter de la possibilité de la recomposition intersyndicale à la base, dans les territoires et les secteurs, ne doit pas être tabou. Il nous faut réfléchir à la façon d'être le plus efficace pour gagner. L'Union syndicale Solidaires ne construira pas des rapprochements seule et nous verrons si d'autres structures souhaitent partager cette démarche.

Union syndicale

En attendant, notre Union est un outil indispensable pour faire face dans la période. Alors que les périls sociaux et écologiques n'ont jamais semblé aussi grands, les inégalités et discriminations n'ont jamais été aussi abyssales, notre ennemie mortelle, l'extrême droite, n'a jamais été aussi forte depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous mettrons toute notre énergie pour faire grandir notre Union, augmenter nos capacités de défense de l'ensemble des travailleuses et des travailleurs et nous investir dans la bataille pour aller vers une société plus juste, plus humaine, et plus démocratique.

L'Union syndicale Solidaires reste plus que jamais mobilisée dans les luttes féministes, lgbtq+, contre tous les racismes et toutes les formes d'oppressions. Le 5 octobre, journée de grève interprofessionnelle à laquelle nous appelons activement, est ancrée dans cette dynamique.

Les Solidaires en action



Les fantômes AESH à l'assaut de l'Éducation Nationale !

L'interprétation de la loi 2005 faite par l'Éducation Nationale nous interroge. La loi de 2019 pour une « école de la confiance » consacre l'entière de son chapitre IV à l'école inclusive : qu'en est-il réellement sur le terrain ? Fermeture brutale du seul établissement d'enseignement adapté du département ; fermeture de deux unités localisées pour l'inclusion scolaire (troubles de la fonction auditive, troubles de la fonction visuelle) ; RASED (réseau d'aides spécialisées aux élèves en difficulté) surchargés et manque criant de psy, d'infirmier-es scolaires mais aussi et surtout d'AESH.

Comment évoquer l'inclusion sans nous arrêter sur les AESH, ces personnels indispensables symboles et symptômes tout à la fois des maux dont souffre notre institution. Des personnels méprisés, aux salaires insuffisants, déplacés de droite à gauche comme des pions sous les effets de la mutualisation à outrance. C'est pour cette raison qu'en Vendée Sud Éducation et Solidaires 85 accompagnent

le collectif AESH depuis des années. Le 3 juin dernier nous avons vu les intermittent-es occupant-es, d'autres précaires, nous rejoindre dans la mobilisation. Le 19 octobre dernier, nous avons répondu à la mobilisation nationale par un rassemblement central et 11 rassemblements locaux afin de permettre à toutes et tous de nous rejoindre dans la lutte sans contrainte logistique ni financière. Nous y avons vu des AESH admirables, nous y avons vu des fantômes déterminés à se faire voir ou à envoyer l'Éducation Nationale se faire voir, déterminés à lutter pour elles, pour leur métier et pour leurs élèves.

Tant que l'institution oubliera qu'hors des murs, il y a des humains et non des pions, que les actes ont des conséquences bien souvent désastreuses sur le personnel, les enfants et leurs familles, nous ne pourrons aller dans le bon sens. Ce modèle de société, nous le combattons toujours !



Congrès Solidaires Saint-Jean-de-Monts, le 30 septembre 2021

Bibliothèques

EN LUTTE!

Depuis le 21 juillet, les établissements de culture et de loisirs doivent demander à leurs usager-es un passe valide pour y entrer. Le refus a été immédiat ! Le 1^{er} octobre, ça a été au tour des jeunes de plus de 12 ans. La contestation a alors pris beaucoup d'ampleur, et impacté tous types d'établissements. Les actions des agent-es, quotidiennes, spontanées et inédites ont permis des journées nationales de grève les 1^{er}, 13 octobre et 10 novembre. SUD CT et SUD Culture et Médias Solidaires soutiennent ce mouvement ! Stop aux missions qui vont à l'encontre de la déontologie, du cœur de métier, du rôle de service public et des valeurs des bibliothécaires.

SANTÉ

SUD Santé Sociaux 17/79 a organisé pendant l'été un Hôpital de campagne à La Rochelle à destination de la population : pour affirmer l'adhésion au principe de la vaccination et revendiquer la levée des brevets ; contre la mise en place du passe sanitaire à l'hôpital et l'obligation vaccinale ; pour dénoncer l'illusion de sécurité de cette loi : écarter et sanctionner des personnel·les non vaccinés, mais pas forcément malades, tout en forçant des personnel·les vaccinés mais COVID + à continuer de travailler au contact des patient·es, qui plus est en effectif réduit, c'est dangereux ! Pour protéger tout le monde, il est urgent d'imposer des mesures sanitaires et non sécuritaires !

Harcèlement sexuel, COMBATTRE l'impunité au travail

Elle était en position de subordination avec son manager, mais elle n'a pas osé en parler immédiatement à d'autres supérieurs. Sûrement par crainte d'être accusée d'avoir suscité ou provoqué les agressions subies ou par peur des regards ou des repréailles professionnelles sur sa carrière. Nouvellement embauchée, elle

s'est auto censurée. Elle a tu sa douleur et s'est sentie coupable alors qu'elle était victime ! Elle a éprouvé de la honte, et en a étouffé sa colère. Le pire, son environnement de travail, très masculin, l'a auto-censurée...

Après 43 jours de grève, les salarié-es de Bergams se battent maintenant pour le maintien de leur activité !

A Grigny, la commune la plus pauvre de l'Essonne, les salarié-es jusqu'à présent engagé-es pour réclamer des conditions de travail dignes et une augmentation de leur salaire se retrouvent depuis fin octobre à se battre pour la sauvegarde de l'entreprise... Le groupe Norac a saisi le tribunal de commerce pour une procédure de liquidation judiciaire. Une fois de plus le patronat essaie de profiter de la situation.

— Fin du clientélisme et du favoritisme,
— Mise à disposition d'une salle de pause,
— Installation de vestiaires individuels,
— Augmentation du nombre de sanitaires et douches,
— ...etc.
C'est une véritable victoire de salarié-es uni-es !

STOP AUX FRESQUES SEXISTES!

Sud Santé Sociaux du CHU de Toulouse continue la lutte contre le harcèlement d'ambiance à l'Hôpital. Regain de tension avec l'apparition d'une nouvelle fresque sexiste dans les locaux de l'internat de Purpan et ce seulement 3 ans après le décrochage de celle de 2018. Après #MeToo, Balance ton Porc, Paye Ta Blouse, le scandale de l'hôpital Tenon, on ne peut plus

TRANSDEV

L'ouverture à la concurrence des bus en IDF entraîne un dumping social insupportable. (augmentation des amplitudes, fin des accords locaux, privatisation des transports publics...) et le 2 septembre les conducteurs de Bus Transdev de plusieurs dépôts ont décidé de se mettre en grève. Ce mouvement inédit depuis 1999 a entraîné plus de 1 500 travailleurs en grève reconductible pendant parfois plus de huit semaines avec certains dépôts de bus en grève à 100%. Si les salarié-es de transdev n'ont pas obtenu satisfaction à toutes leurs revendications, leur lutte a montré qu'on pouvait relever la tête ! Elle a montré également qu'il fallait rompre avec les illusions du « dialogue social » et construire le rapport de force à la base, par la grève.

L'extrême droite n'a sa place

NULLE PART!

L'extrême droite n'a pas sa place, ni ici ni ailleurs ! Après la manif nationale à Lyon contre l'extrême droite et ses idées le 23 octobre, plusieurs ripostes contre les venues de Zemmour ont eu lieu comme à Pleurtuit le 29 octobre et aussi à Nantes le 30 octobre. A Dijon, son meeting a été annulé pour risque de trouble à l'ordre public. La période électorale qui s'annonce sera sombre et nous devons toutes et tous contribuer à la diffusion d'une pensée solidaire, féministe et antiraciste. Ensemble, nous sommes plus fort-es ! Faisons vivre nos luttes sociales et émancipatrices !

BRÈVES DE COMBAT

Les travailleuses et travailleurs ont décidé d'occuper l'usine et de défendre l'existence de leur outil de travail. Chaque soutien qui peut-être apporter compte, à commencer par un soutien financier.

tolérer ces images qui ne sont pas anodines ; les étudiantes en médecine, le personnel, le plus souvent des femmes, sont encore et toujours confrontées au machisme et au sexisme à l'hôpital et cela a des conséquences graves en termes de risques psychosociaux et constitue un harcèlement d'ambiance dont les effets délétères sont avérés, raison pour laquelle la fresque précédente avait été décrochée. Cette nouvelle fresque n'a pas sa place dans le 1^{er} CHU de France surtout à l'approche du 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes.

VICTOIRE des salarié-es

Plus de 100 salarié-es du Carrefour Drive (Supply Chain de St Quentin Fallavier (38) — à l'appel de 4 syndicats SUD Commerce, CFTC, SCID, CFDT — ont mené pendant quatre jours et quatre nuits une grève victorieuse avec occupation 24/24. Jeudi 28 octobre après 7 h de négociations la Direction a cédé à toutes les revendications des grévistes concernant notamment :
— Revalorisation de la prime de productivité,
— Remise en état du matériel (charriots, ...)

NOS FIERTÉS déconfinées !

Si 2020 avait été une année où les arcs en ciel n'avaient pas illuminé nos rues, en 2021 ceux-ci l'ont repris. Par le biais

17000 € NET

C'EST LE MINIMUM!

SALAIRES, PENSIONS, ALLOCATIONS CHÔMAGE



La campagne Solidaires d'urgence, à décliner dans l'ensemble des secteurs, «face à l'inflation obtenons l'augmentation des rémunérations» solidaires.org/L-augmentation-des-salaires-c-est-urgent

Normal

Ton opinion est prise en compte et ta parole écoutée

Tu es reconnu-e pour tes compétences

et elles sont valorisées

Ton-ta collègue t'a fait des avances et accepté ton refus

Vigilance

Tes capacités professionnelles sont régulièrement renvoyées/réduites à ton sexe

Ton-ta collègue fait des remarques

sur ton apparence/ton corps/ta tenue

On te pose des questions intimes et insiste malgré ton silence

Tu développes des stratégies d'évitement car...

Alerte

Régulièrement tu es contraint-e à des images à caractère pornographique/sexuel sur ton lieu de travail

Ton-ta collègue t'envoie des SMS ou mails à caractère sexuel alors que tu n'as rien demandé

Il-elle insiste après ton refus ou ton silence concernant ses propositions d'actes sexuels

Danger

Par surprise il-elle te force à l'embrasser

Ton-ta collègue t'embrasse, te touche les seins, les fesses, le sexe et/ou les cuisses sans ton consentement

Il-elle te force à avoir un rapport sexuel

À partir du jaune, ne reste pas isolé-e, parles-en à une personne de confiance et prends contact avec un syndicat Solidaires. De même si tu en es témoin !

VIOLÉNTOMÈTRE

Union
syndicale
Solidaires

CONTRE LES VIOLENCES
SEXISTES ET SEXUELLES
AU TRAVAIL !



Plus de ressources : solidaires.org/vsst



**Création
d'une nouvelle
fédération**

Fédération Sud/Solidaires des Urbains et Interurbains

Quelles sont les raisons d'avoir monté cette nouvelle fédération? Quels sont les objectifs?

L'objectif est de donner à notre fédération les moyens de se développer sur des bases solides, de soutenir et aider à coordonner les luttes des salarié-es du secteur des transports urbains et interurbains. Le secteur des transports Urbains et Interurbains apparaît comme un enjeu important pour l'avenir de notre syndicalisme Solidaires. Être bien implanté-e-s, et bien organisé-es dans notre secteur d'activité pourrait renforcer significativement non-seulement le rapport de force en faveur des travailleuses et travailleurs en cas de lutte spécifique à notre secteur d'activité, mais également l'impact de la mobilisation des travailleuses et travailleurs de notre secteur d'activité dans le cadre de luttes interprofessionnelles.

Concrètement, la fédération doit être une passerelle entre les différents syndicats et sections syndicales qui la composent, un outil pour les appuyer et les aider à se coordonner, mais elle ne peut pas se substituer aux équipes militantes qui sont sur le terrain. Cela ne se fera pas

du jour au lendemain, mais c'est en ayant une vision claire de ce que nous voulons que nous y arriverons...

Ça veut dire quoi « appuyer les syndicats » ?

Appuyer les syndicats et les sections syndicales, ça veut dire, par exemple, proposer aux militant-es qui en ressentent le besoin, des formations afin qu'ils et elles puissent intervenir de manière autonome dans leurs établissements respectifs.

Cela permettrait de renforcer la souveraineté des sections et des syndicats, dans le cadre des valeurs portées par l'Union Syndicale Solidaires. Autre exemple: à moyen terme, nous allons essayer de redynamiser l'appli de la fédération, afin de faciliter l'accès à l'information des adhérent-es et militant-es, où qu'ils et elles soient. Par la formation et l'information, la fédération doit être solidaire des équipes militantes qui font le boulot, au quotidien, sur le terrain.

Et quand tu parles d'aider les syndicats à se « coordonner », comment ça se traduit ?

Par exemple, notre bulletin d'information pourrait devenir un outil permettant à chacun-e de savoir ce qui se passe ailleurs, dans les autres boîtes du secteur des transports Urbains et Inter-urbains. Ainsi, il peut donner à chacun-e des idées pour intervenir dans son propre établissement. Et donc on va s'efforcer de le publier aussi régulièrement que possible. Par ailleurs, si les équipes militantes Sud/Solidaires sur le terrain expriment la volonté, la fédération peut aider à organiser des actions, ou à préparer des grèves coordonnées dans plusieurs établissements, partout sur le territoire, afin d'avoir un maximum d'impact. En plus de tout cela, le rôle de la fédération Sud/Solidaires des Urbains et Interurbains est aussi, si cela est possible, de prendre contact avec les fédérations des autres organisations syndicales pour travailler à des interventions unitaires.

En effet, la construction de l'unité syndicale, quand elle va dans le sens des valeurs que nous défendons, fait partie de l'ADN de toutes les structures Sud et Solidaires.



Création : 4 juin 2021
Nombre d'adhérent-es :
1400

Facebook: Fédération
Sud/Solidaires des Urbains
et Interurbains

fede.urainsinterurbains@gmail.com

Question à:

Association Henri Pézerat

Créée en 2010, l'association Henri Pézerat Santé, Travail, Environnement a pour but de créer et de faire vivre un réseau d'échanges, d'expérience et d'aide aux luttes sociales concernant la santé des personnes en lien avec le travail et l'environnement. Henri Pézerat était chercheur au CNRS, physico-chimiste et toxicologue, et surtout il était un expert-citoyen, mettant ses connaissances scientifiques au service des collectifs ouvriers en lutte contre l'exposition à l'amiante, au plomb, aux pesticides...

L'association est constituée d'adhérents collectifs (syndicats, associations, collectifs citoyens) et individuels (travailleuses et travailleurs, chercheur-es, médecins, avocats, journalistes...) et poursuit la démarche engagée pendant plus de trente ans par Henri Pézerat, Annie Thébaud-Mony, Josette Roudaire et d'autres, avec la conviction que l'on ne peut séparer production de connaissances et action militante pour la santé, la vie, la justice, la dignité de tous ceux mis en péril par un développement économique dénué de tout respect de la vie humaine.

Suite à votre dernière AG, quelles sont vos perspectives d'action ?

Notre dernière AG a eu lieu les 16, 17, 18 septembre à Fontenay-sous-bois. Nous avons pu faire un bilan des luttes locales auxquelles l'association apporte son soutien. A titre d'exemple, j'en retiens trois:

- La participation au Collectif plomb Notre-Dame qui réunit des syndicats et des associations pour lutter contre l'invisibilisation de la pollution au plomb, suite à l'incendie de 2019, sur le chantier et autour de Notre-Dame, pour le suivi sanitaire des personnes ayant subi cette pollution et pour la prévention de l'exposition des travailleurs au plomb sur le chantier lui-même. Nous avons porté plainte au pénal pour mise en danger de la vie d'autrui.
- La participation au Collectif Lubrizol, en lien avec les associations et syndicats locaux, là aussi pour briser l'invisibilité administrative et politique des pollutions multiples issues de l'incendie et leurs conséquences sanitaires.
- Le soutien au Collectif Stop aux cancers de nos enfants à Sainte Pазanne en Loire Atlantique, en menant une critique argumentée des démarches des institutions sanitaires et en proposant une autre stratégie qui devrait permettre l'élimination de risques présents dans l'environnement des enfants... et des adultes!

En transversal de toutes nos luttes, nous travaillons de façon continue sur le déni des droits à la reconnaissance en maladie professionnelle, sur la (non) prise en compte de l'amiante en place (dans les bâtiments, les trains, les sols amiantifères) les difficultés d'accès aux droits des travailleurs et des travailleuses intervenant en sous-traitance ou en intérim, mais aussi la remise en cause de l'action sur les conditions de travail du fait de la suppression des CHSCT, en particulier dans cette période dominée par la pandémie de COVID-19.

Comment construisez-vous les liens avec les syndicats?

Les liens avec les syndicats se construisent de différentes manières: à partir de demandes de CHSCT ou de syndicalistes confrontés à des situations de mise en danger. Actuellement nous travaillons par exemple avec Julien Troccaz et Sud-Rail sur le dossier de l'amiante dans les trains.

Dans le cadre de réseaux actifs sur les conditions de travail, tels les ateliers « Travail et Démocratie » ou « pour ne pas perdre sa vie à la gagner », ou la participation au suivi du procès France-Télécom et au livre « La Raison des plus forts » coordonné par Eric Beynel. En menant des actions communes. L'association Henri Pézerat, Solidaires et la confédération CGT se sont unis pour déposer en septembre un recours en Conseil d'État contre le décret du 16 juillet 2021 réduisant la réglementation sur le risque biologique COVID en entreprise. L'action de longue durée menée en soutien au CHSCT Orange-Auvergne a conduit au dépôt d'une plainte pour mise en danger de la vie d'autrui.

Notre site web donne accès à nos activités:
asso-henri-pezerat.org

Vous pouvez voir le débat organisé par l'association Henri Pézerat et l'Université Populaire de Fontenay-sous-bois le 16 septembre 2021 à la maison du Citoyen et de la vie associative:

<https://urlz.fr/gLZI>



Maison du Citoyen et de la Vie Associative, 16 rue du Révérend Aubry,
94120 Fontenay-Sous-Bois. T + 33 6 76 41 83 46 - assohp@gmail.com

CCQ



le financement de la Santé baisse! Des lits risquent encore d'être supprimés malgré les besoins. Les mesures du «Séguir de la Santé» (la consultation par le gouvernement du monde de la Santé lors de l'Été 2020) sont largement insuffisantes et ne permettront jamais de répondre au besoin criant de personnel, ni au manque d'attraction des métiers nécessaires au bon fonctionnement des services. Dans ce PLFSS apparaît l'objectif de maîtrise de l'industrie du médicament et notamment sa relocalisation. Cela est légitime mais il ne doit pas consister pas à financer à fonds perdus des multinationales qui, par ailleurs, délocalisent et distribuent de généreux dividendes à leurs actionnaires. Sans surprise, ce PLFSS s'inscrit dans la continuité des politiques d'austérité des gouvernements successifs. Macron continue la politique d'assistanat du patronat en réduisant les cotisations sociales. Donc moins d'argent dans les caisses de notre Sécurité sociale qui en retour répond de moins en moins à nos besoins.

URGENCES

À l'hôpital public et dans les établissements du sanitaire, du social et du médico-social, il y a surtout urgence à :

- Former et embaucher des professionnel·les qualifié·es,
- Augmenter les salaires dans leur ensemble, revaloriser les salaires et carrières des filières très féminisées de la santé et du social, sous-rémunérées par rapport aux filières plus masculines,
- Ouvrir des lits et places d'accueil en nombre suffisant pour améliorer la qualité de la prise en charge de la population.

Il est de la responsabilité de l'Etat d'assurer l'offre de soins, l'action sociale et sa continuité sur tout le territoire, dans la proximité et l'égalité pour toutes et tous. Cela nécessite des financements à la hauteur des besoins de la population et des nécessaires mesures pour réellement améliorer les conditions de travail et de santé des agent·es et salarié·es dans ces secteurs d'activité. Au-delà, pour Solidaires, une protection sociale du XXI^e siècle doit faire l'objet d'une réflexion approfondie, dans le cadre d'un projet de transformation sociale, dont l'objectif est la redistribution des richesses, la justice sociale.

des moyens à notre Sécurité sociale à la hauteur de ces enjeux. Or, force est de constater que c'est loin d'être le cas. La gestion de la crise sanitaire Covid 19 a une nouvelle fois montré à quel point notre système de santé et de protection sociale a été mis à mal par des années de restrictions budgétaires. Pour 2022, l'Objectif National des Dépenses de l'Assurance Maladie (ONDAM) a été fixé à 2,6%, (hors crise sanitaire et Séguir de la Santé), et il est demandé 4 milliards d'économies quand les professionnel·les du secteur s'accordent pour dire qu'il faudrait au moins 5%, ne serait-ce que pour financer l'existant. C'est une véritable provocation. En budget «réel»,

Hold-up sur la Sécurité sociale!

« PLFSS » : **Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale.**

Derrière ces 5 lettres, chaque année, l'Etat s'arroge le droit de décider ce que notre «Séguir» doit faire avec notre argent, issu de nos cotisations. Celui-ci est présenté chaque année autour du 15 octobre à l'Assemblée nationale. Derrière ce sont les moyens qui sont impactés : les recrutements, le matériel et les salaires de celles et ceux qui travaillent dans les secteurs de la santé, du médico-social et du social. Après 18 mois d'une crise sanitaire inédite qui n'est pas à ce jour arrivée à son terme, nous étions en droit d'attendre de ce PLFSS qu'il prenne toute la mesure de cette crise et donne

Pour une protection sociale solidaire du XXI^e siècle!

Partant des besoins de la population, la protection sociale du XXI^e siècle s'organiserait autour d'un statut permanent du/de la salarié·e, avec continuité des droits sociaux entre deux emplois.

La question des besoins de la population n'est plus regardée par les gouvernements successifs, seule est prise en compte une logique comptable de la Sécurité sociale, dans une vision libérale où la protection sociale n'est regardée qu'au travers du prisme déformé des coûts supportés par l'entreprise et le patronat, qui se sont désengagés de son financement.

Le résultat en est la privatisation rampante de la Sécurité sociale via les complémentaires (chacun·e se couvre individuellement) et le développement de la part belle faite au secteur privé : cliniques et hôpitaux privés, EHPAD... Ce n'est pourtant pas sur le secteur privé que l'on a pu compter pour faire face à la crise sanitaire, mais bien sur le service public de santé.

Toutes et tous

La Sécurité sociale doit être universelle et couvrir les besoins de toutes et tous : chômeur·euses, travailleur·euses sans-papiers, et couvrir à 100% les risques encourus (maladie, accidents du travail, maternité, invalidité-handicap, décès, perte d'autonomie...). L'accès à la protection sociale des plus précaires doit être garanti. Chacun·e doit pouvoir vivre dignement et être soigné·e selon ses besoins en contribuant selon ses moyens. L'accès aux droits est lié au développement des services publics de proximité en matière de santé, perte d'autonomie, petite enfance : implantation d'hôpitaux, d'EHPAD, de crèches, de centres de soins tiers payant, développement de l'aide à la personne... Les services publics sont facteur de redistribution des richesses!

Le financement de la protection sociale dans ce cadre est possible. Tandis que les exonérations de cotisation sociales des entreprises se sont multipliées, les entreprises du CAC 40, tout en serrant la ceinture de leurs salarié·es, ont continué de verser de juteux dividendes à leurs actionnaires : pas moins

de 51 Mds d'euros en 2021! De plus en plus, le financement de la Sécurité sociale (maladie, perte d'autonomie) est transféré sur les particuliers, salarié·es et retraité·es via la CSG, qui prend une place grandissante.

Dans le même sens, la dette de la Sécurité sociale de la crise sanitaire a été transférée par le gouvernement sur la CADES - caisse d'amortissement de la dette sociale, caisse elle-même financée notamment par de la CSG...

La responsabilité de l'entreprise dans le financement de la protection sociale doit être rétablie. Les cotisations sociales patronales constituent en effet le salaire socialisé des travailleur·euses. Les exonérations de cotisations sociales (qui ne sont plus intégralement compensées par l'Etat), doivent être supprimées. Une politique de l'emploi, qui réduirait le chômage, et qui serait basée sur un statut continué du salarié·e, contribuerait aussi à rétablir le niveau des cotisations sociales.

Enfin, n'est-il pas temps aux salarié·es de reprendre leur dû dans la poche des actionnaires, par une cotisation établie sur les dividendes des actionnaires, stocks-options, participation et intéressement? Dans la période récente, la répartition entre rémunération du travail et rémunération du capital a continuellement évolué défavorablement au travail. Il faut une nouvelle répartition des richesses!

Démocratie!

Un budget indépendant, une gestion démocratique : il faudra aussi mettre en place une nouvelle démocratie sanitaire et sociale, afin de permettre à la population, aux salarié·es d'avoir leur mot à dire. Ni la gestion par l'Etat ni celle des caisses ne sont aujourd'hui satisfaisantes.

La Sécurité sociale est un élément clé des acquis sociaux et de la solidarité. Elle doit continuer à disposer d'un budget séparé de celui de l'Etat, comme c'était vraiment le cas à sa création.

Dans notre conception, elle doit aussi voir ses choix et orientations, ses dépenses gérées par celles et ceux qui en sont les cotisant·es, les utilisateur·trices... C'est aux usager·es

de déterminer les besoins : qu'est-ce qu'un service public de santé de proximité? Quels services et plateaux techniques cela implique-t-il? Quel périmètre géographique une maternité peut-elle desservir, sans mettre en danger les mères et les nouveaux-nés par de longs trajets?

De leur côté, les salarié·es doivent pouvoir déterminer, du fait de leur expérience, des ratios de personnels acceptables dans les différentes spécialités, tant pour une prise en charge sécurisée des patient·es et usager·es, que pour garantir des conditions de travail qui ne poussent pas à adopter des organisations sacrificielles.

Service public

Faire du libéralisme sanitaire une simple parenthèse : il faut bien avoir conscience qu'une partie de ce que nous appelons de nos vœux a déjà été réalisé, ou bien les germes existaient de manière suffisamment avancée pour en montrer la viabilité. Une partie de la méthodologie revient donc à abroger 40 ans de contre-réformes libérales, à commencer par l'introduction du paritarisme dans la gestion de la Sécu, et à reprendre la dynamique de transformation sociale initiée par le programme du Conseil national de la Résistance. Ce n'est certes pas une mince affaire, mais le degré d'intolérance qu'elles ont su développer au sein de la population et la pandémie Covid 19 rendent aujourd'hui l'impulsion nécessaire bien moins compliquée à donner. Ainsi, un autre système de santé est possible : démocratisé, socialisé, accessible à toutes et tous; c'est juste une question de volonté politique et qu'on abroge les privilèges des 1% les plus riches...

Pour retrouver un historique de la Sécurité sociale

solidaires.org/Un-bref-historique-de-la-protection-sociale-et-du-chomage

et plus largement à commander et à lire le numéro 12 des Utopiques *Pour une protection sociale du XXI^e siècle* : lesutopiques.org/category/numero-12/



Le projet de relance de la batucada de Solidaires 31 s'est concrétisé le 12 octobre 2019. Depuis la BatucaSol est devenue incontournable pour animer et dynamiser les manifestations comme lors de la manif du 5 octobre 2021 ou encore pour la Marche des Fiertés Toulouse.



Pour l'emploi, nos salaires et nos libertés, contre les réformes chômage et retraite, le 5 octobre nous étions dans la rue partout en France!



Le Caracol Solidaires, regard croisé avec les zapatistes a enfin eu lieu les 2 et 3 novembre avec une délégation de femmes et d'hommes Zapatistes dans le cadre du voyage pour la vie. De riches échanges sur nos histoires et nos luttes anticapitalistes, antipatriarcales, écologistes et internationalistes! La lucha sigue!

L'avenir au présent!

Schoolidaires

A l'initiative de deux camarades de la RATP, des collectes de vêtements ont été lancées il y a déjà près d'un an dans différents dépôts. Fort du succès rencontré, et voulant s'investir encore davantage, « Schoolidaires » a été créé. Cette association a pour principales missions de donner des cours de soutien scolaire à des mineurs isolés étrangers et de leur organiser des sorties extra-scolaires. Vous pouvez suivre leurs actions et leur apporter votre soutien sur Facebook et Instagram « Schoolidaires ».

formation décrit la Sécurité sociale, projet si novateur et si loin d'être achevé et présente les caractéristiques de l'assurance chômage/ UNEDIC, ses évolutions au travers notamment de la réforme récente. Elle questionne par ailleurs les nouvelles formes d'emploi et interroge la réalité du travail, présente les revendications actuelles de Solidaires. Elle débat pour finir des luttes qui peuvent être menées.

Informations et inscriptions : solidaires.org/Face-au-chomage-quelle-protection-24797?fiche=oui

Réforme de l'assurance chômage: la lutte continue!

Le Conseil d'État vient de rejeter le référé suspension déposé contre le nouveau décret assurance chômage! Mais Solidaires aux côtés d'autres organisations syndicales ne comptent pas s'arrêter là. Un recours sur le fond a été déposé devant le conseil d'État avec un résultat attendu fin novembre.

Nous continuerons à lutter sur tous les fronts pour faire reculer ce gouvernement!

VACCINS BIENS COMMUNS MONDIAUX

GFC

Manifestation le 30 novembre pour la levée des brevets sur les vaccins

Depuis le 2 octobre 2020 la demande de levée des droits sur les brevets de l'Inde et de l'Afrique du Sud soutenu par plus de 50 pays y est rejetée par les représentant-es de l'Union Européenne, de la Suisse, du Japon, de la Grande Bretagne et du Canada... Une journée d'action se prépare le 30 novembre à Genève et dans tous les pays à l'occasion de l'assemblée générale de l'Organisation Mondiale du Commerce à Genève.

QUAND TOUT SERA PRIVÉ, ON SERA PRIVÉ DE TOUT

Ils se battent pour nos biens communs: défendons-les!

Trois militants se retrouvent au tribunal pour des incidents minimes lors d'une des manifestations contre la privatisation de nos biens communs: tags sur une route, jets de cailloux sur un barrage, collage d'autocollants. Ils risquent lourd car ce sont de multirécidivistes: ils défendent avec acharnement nos services publics, en déployant sur des sites emblématiques leur immense banderole « Quand tout sera privé, on sera privé de tout ». De dangereux personnages donc, sans argent pour se défendre. Nous appelons toutes celles et ceux qui ne se résignent pas au pillage du monde à les soutenir, par des messages et financièrement (pour faire face aux frais de justice).

<https://bit.ly/3cb5yTJ>

François Lecoq



7 et 8 Décembre Formation sur l'assurance chômage: histoire, enjeux, comment la défendre

Deux jours pour décrypter et analyser globalement la réalité du chômage et sa place dans le système capitaliste. Dans ce cadre, cette



Nous Travaillons Ensemble

Des papiers pour toutes et tous!

Ce 18 décembre, pour la journée internationale des migrant-es, la Marche des Solidarités et les collectifs de sans papiers organisent des mobilisations sur tout le territoire avec de nombreuses organisations et collectifs de soutien. Leurs revendications: la régularisation de tou-ttes les sans papiers, un logement pour tou-ttes et la fermeture des Centres de rétention (CRA). Toutes et tous soyons mobilisé-es. Ces injustices doivent cesser!



Les Utopiques n°18

Le numéro 18 est à l'imprimerie. Le dossier de cette livraison est consacré à la prison. Il s'inscrit pleinement dans notre démarche: à la fois une revue syndicale, ouverte à tous les sujets et un outil de débat, donc où sont exprimées des idées parfois divergentes. N'hésitez pas à vous réabonner, à abonner les militantes et militants de votre syndicat, les structures de votre fédération, votre Solidaires départemental, etc.

lesutopiques.org

Déclaration

VIVRE !

La crise covid a amplifié la crise sociale. Des millions de personnes viennent de basculer dans la précarité, la pauvreté et l'insécurité au quotidien. Les licenciements s'enchaînent. *La réforme de l'assurance chômage qui entrera en vigueur le 1^{er} décembre va elle aussi aggraver la situation. Il n'est pas admissible de devoir choisir entre manger, payer son logement, sa facture d'électricité, faire le plein, acheter des fournitures scolaires ou prendre les transports, compter chaque euro et être en galère largement avant la fin du mois ! Pour faire face à cette inflation, le gouvernement vient d'annoncer une indemnité exceptionnelle de 100 euros. De qui se moque-t-on ?* Nous ne voulons pas l'aumône au bon vouloir du gouvernement. Nous voulons sortir de la pauvreté, de la précarité et de l'insécurité sociale du quotidien.

On veut VIVRE ! Et vivre dignement en ayant les moyens de subvenir à nos besoins ! C'est pour cela que notre union revendique 400 euros mensuels de plus immédiatement pour les salaires, les allocations, les minimas sociaux, un plancher minimum de 1700 euros net mensuel et une limitation de l'écart des salaires de 1 à 5, l'accès au RSA pour les 18/25 ans, et l'égalité salariale réelle femmes/hommes avec une revalorisation des métiers à prédominance féminine ! Salaires qui permettent de financer notre Sécurité Sociale. On nous répète qu'il n'est pas possible de financer les salaires.

C'est un mensonge. Il s'agit de choix de société. Il faut des changements en profondeur et s'en prendre à l'accapement des richesses par les capitalistes : en 2021, 51 milliards d'euros de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC 40, 100 milliards ont à nouveau disparu dans les paradis fiscaux au lieu de financer nos services publics. À la crise sociale, aux attaques contre la démocratie et contre les droits des salarié-es, s'ajoute une crise écologique majeure. **Nous ne voulons pas de ce monde là. Notre 8^e congrès l'a rappelé. Nous devons nous organiser massivement pour le crier et pour porter un projet de société plus juste et plus égalitaire. Nos revendications sont centrales, mettons les moyens pour les transformer en luttes gagnantes !**

Union
syndicale
Solidaires

